

c'était toute sa politique contractuelle qui était en jeu et il ne pouvait accepter de la voir remise en cause. Fontanet, ministre du travail, menaçait ainsi les travailleurs de la Régie : « l'échec de la politique contractuelle, bien plus qu'un insuccès du gouvernement, serait l'échec d'une grande espérance pour le monde du travail et de sa meilleure chance de promotion collective ».

Or la bourgeoisie a dû céder : la Direction de Renault a dû mettre en cause les accords de février 71, bien que la direction de la CGT ait tout fait pour limiter et isoler le mouvement. A aucun moment elle n'a vraiment organisé l'occupation de l'usine. A aucun moment elle n'a appelé les autres catégories à la grève. Le PCF a beau jeu de constater alors que le rapport de force ne permettait pas d'obtenir plus.

En effet, en regard de la combativité et de la plateforme de départ, les résultats à l'arrivée sont maigres comme le montre le tableau ci-dessous :

Les revendications de départ

* relèvement des bas coefficients avec incidence sur les salaires et les primes :

- pas un coefficient en dessous de 150

* paiement intégral des heures perdues

* paiement intégral de la prime de juillet

* retraite à 60 ans

* libertés syndicales

* amélioration des conditions de travail

Les résultats

* relèvement des bas coefficients sans incidence sur les salaires :

- pas un coefficient en dessous de 137

- garantie du salaire après 8 ans d'ancienneté

- relèvement automatique du salaire pour les OS des deux plus basses classes après 3 ans

* paiement des heures perdues à 47 %

* prime diminuée pour les OS du Mans

* rien

* néant

* on n'en a pas parlé